

**SOCIETE DE TAYNINH**  
Société anonyme au capital de 15 078 462,30 euros  
Siège social : 7 place du Chancelier Adenauer - 75016 Paris  
562 076 026 RCS Paris  
(Ci-après la « Société »)  
-----

**BROCHURE DE CONVOCATION**  
\*\*\*  
**ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 8 JUIN 2022**

Madame, Monsieur, Cher Actionnaire,

Nous avons l'honneur de vous informer que l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de la Société se tiendra le **8 juin 2022, à 14h**, au siège social de la Société situé 7 place du Chancelier Adenauer - 75016 Paris.

A l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

**I. Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire**

1. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2021
2. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021
3. Approbation du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions règlementées visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce
4. Ratification de la cooptation de Madame Caroline Puechoultres en qualité d'administratrice
5. Renouvellement du mandat de Madame Caroline Puechoultres en qualité d'administratrice
6. Renouvellement du mandat du cabinet Deloitte & Associés en tant que Commissaire aux comptes
7. Constatation de l'échéance du mandat du cabinet Ernst & Young et Autres et nomination du cabinet KPMG en tant que Commissaire aux comptes
8. Constatation de l'échéance des mandats des Commissaires aux comptes suppléants
9. Autorisation consentie au Conseil d'administration à l'effet de faire racheter par la Société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce

**II. Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire**

10. Autorisation consentie au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par annulation d'actions achetées par la Société dans le cadre du dispositif de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce
11. Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de décider l'augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres
12. Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société ou de l'une de ses filiales avec maintien du droit préférentiel de souscription
13. Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à

terme au capital de la Société ou de l'une de ses filiales avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offre au public autre que celles visées à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier

14. Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription en application des douzième et treizième résolutions
15. Délégation de pouvoirs consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société
16. Limitation (i) du montant nominal maximal global des augmentations de capital, immédiates ou à terme, susceptibles d'être réalisées et (ii) du montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances immédiates et/ou à terme sur la Société susceptibles d'être émises
17. Modifications statutaires diverses à l'effet notamment d'harmoniser les statuts avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur
18. Modifications statutaires aux fins de permettre au Conseil d'administration de prendre certaines décisions par voie de consultation écrite

### **III. Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire**

19. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

Vous trouverez ci-joint les informations relatives à la tenue de l'Assemblée, à son contenu ainsi qu'aux conditions et modalités de participation.

Avec nos remerciements, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, Cher Actionnaire, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Conseil d'administration

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
SUR LES RESOLUTIONS PRESENTEES A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE  
DES ACTIONNAIRES DU 8 JUIN 2022**

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Mixte afin de vous rendre compte notamment de l'activité et des résultats de votre Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et soumettre à votre approbation l'ensemble des résolutions ci-après commentées.

**A/ EXPOSE SOMMAIRE DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE**

Aucune opération d'investissement n'ayant pu être réalisée durant l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société demeure sans activité opérationnelle et se limite exclusivement à la gestion de sa trésorerie disponible, placée dans le cadre d'une convention de trésorerie signée avec Unibail-Rodamco-Westfield SE.

Le résultat net de l'exercice clos au 31 décembre 2021 s'élève à - 90 874,17 €.

Le Document d'Enregistrement Universel 2021 intégrant le rapport financier annuel a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 19 avril 2022.

**B/ ANALYSE COMMENTEE DES RESOLUTIONS**

Afin de vous permettre de voter en toute connaissance, votre Conseil d'administration tient à vous préciser la portée des résolutions soumises à votre approbation. Cette analyse étant avant tout informative et pédagogique, vous êtes invités à prendre connaissance du texte intégral de chacune des résolutions.

**I. Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire**

- **Résolution n°1 : Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2021**

La première résolution a pour objet de soumettre à votre approbation les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

- **Résolution n°2 : Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021**

La deuxième résolution a pour objet de vous proposer d'affecter en report à nouveau, la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2021 qui s'élève à 90 874,17 €.

- **Résolution n°3 : Conventions réglementées**

La troisième résolution est relative à l'approbation des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce qui imposent de porter à la connaissance des actionnaires les conventions intervenues entre sociétés ayant des dirigeants communs ou entre la Société et un actionnaire détenant plus de 10 % des droits de vote ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Le rapport spécial des Commissaires aux comptes ne fait état d'aucune convention réglementée conclue au cours de l'exercice écoulé, ou au cours d'un exercice antérieur et qui se serait poursuivie.

- **Résolution n°4 : Ratification de la cooptation de Madame Caroline Puechoultres en qualité d'administratrice**

Il vous est demandé de vous prononcer sur la ratification de la nomination de Madame Caroline Puechoultres en qualité d'administratrice de votre Société.

Par décision en date du 21 décembre 2021, le Conseil d'administration a coopté Madame Caroline Puechoultres à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, en remplacement de Madame Astrid Panosyan, démissionnaire à compter du 31 décembre 2021, pour la durée restant à courir du mandat de cette dernière, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2022, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

- **Résolution n°5 : Renouvellement du mandat d'administratrice de Madame Caroline Puechoultres en qualité d'administratrice**

Il vous est également demandé de vous prononcer sur le renouvellement du mandat d'administratrice, sous réserve de l'approbation de la 4<sup>ème</sup> résolution, de Madame Caroline Puechoultres, venant à expiration à l'issue de la présente Assemblée, pour une durée de six ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2028, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

- **Résolution n°6 : Renouvellement du mandat du cabinet Deloitte & Associés, Commissaire aux comptes**

Nous vous proposons de renouveler le mandat de Commissaire aux comptes titulaire du cabinet Deloitte & Associés dont le mandat arrive à échéance à l'issue de la présente Assemblée, aux fonctions de Commissaire aux comptes pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelé à statuer en 2028, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

- **Résolution n°7 : Constatation de l'échéance du mandat du cabinet Ernst & Young et Autres, et nomination du cabinet KPMG, Commissaire aux comptes**

Il vous est demandé de prendre acte du non-renouvellement du cabinet Ernst & Young et Autres dans ses fonctions de Commissaire aux comptes titulaire et dont le mandat arrive à échéance à l'issue de la présente Assemblée.

En conséquence, nous vous demandons de nommer le cabinet KPMG, en remplacement du cabinet Ernst & Young et Autres, aux fonctions de Commissaire aux comptes pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelé à statuer en 2028, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

- **Résolution n°8 : Constatation de l'échéance des mandats des Commissaires aux comptes suppléants**

Il vous est également demandé de prendre acte du non-renouvellement et du non-remplacement du cabinet Auditex et du cabinet BEAS aux fonctions de Commissaire aux comptes suppléants et dont les mandats arrivent à échéance à l'issue de la présente Assemblée.

Il est précisé qu'il n'y a plus lieu, conformément aux dispositions de l'article L. 823-1 du Code de commerce, de désigner des Commissaires aux comptes suppléants.

- **Résolution n°9 : Programme de rachat d'actions**

Il vous est demandé de renouveler l'autorisation consentie en 2021 au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, afin de permettre à la Société d'acquérir, sauf en période d'offre publique, en application de L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce, du Règlement 596/2014 du Parlement européen et du Conseil européen du 16 avril 2014 sur les abus de marché, une partie de ses propres actions, celles-ci pouvant ensuite être conservées, cédées, apportées ou annulées, en fonction des objectifs autorisés poursuivis par la Société.

Conformément à la réglementation en vigueur, la mise en œuvre de l'autorisation ne pourrait porter sur plus de 10 % du capital et le nombre de titres détenus par la Société, à quelque moment que ce soit, ne pourra dépasser ce seuil de 10 %.

Hors période d'offre publique, la Société pourrait intervenir sur ses titres en vue notamment :

- d'annuler tout ou partie des actions de la Société ainsi rachetées, par voie de réduction du capital social, sous réserve d'une autorisation en vigueur de réduire le capital social donnée par l'Assemblée Générale ;
- d'animer le marché ou la liquidité de l'action de la Société par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité ;
- de mettre en œuvre toute nouvelle pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des Marchés Financiers et plus généralement, la réalisation de toute opération conforme à la réglementation en vigueur.

Sur la base d'une valeur nominale de l'action de 1,65 euro, le prix maximum d'achat par action serait fixé à 3 euros hors frais d'acquisition, dans la limite d'un montant maximal de 2,74 millions d'euros.

Cette autorisation serait consentie au Conseil d'administration pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la date de l'Assemblée Générale. Elle remplacerait et priverait d'effet à hauteur de la partie non encore utilisée le cas échéant, l'autorisation antérieure ayant le même objet consentie par l'Assemblée Générale du 30 juin 2021. Le Conseil d'administration ne serait pas autorisé à faire usage de celle-ci en période d'offre publique sans nouvelle autorisation préalable de l'Assemblée Générale.

A la date des présentes, votre Société ne détient aucune action propre.

## **II. Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire**

- **Résolution n°10 : Autorisation afin de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues**

Il vous est demandé de renouveler l'autorisation consentie en 2020 au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation de toute ou partie des actions acquises ou qui viendraient à être acquises ultérieurement par la Société elle-même, et ce dans la limite de 10 % du capital de la Société, par période de vingt-quatre mois (24) mois, en application de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce.

Cette autorisation serait consentie au Conseil d'administration pour une durée vingt-six (26) mois à compter de la date de l'Assemblée Générale. Elle remplacerait et priverait d'effet, à hauteur de la partie non encore utilisée le cas échéant, l'autorisation antérieure ayant le même objet consentie par l'Assemblée Générale du 25 mai 2020.

A titre d'information, la Société n'a procédé à aucune annulation d'action au cours des 24 derniers mois.

- **Résolution n°11 : Incorporation au capital de primes, réserves et bénéfices ou autres**

Il vous est demandé de renouveler la délégation de compétence consentie en 2020 au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres, en une ou plusieurs fois, à concurrence d'un montant maximal de 500 millions d'euros, étant précisé que ce montant s'imputerait également sur le montant du Plafond Global maximum autorisé par l'Assemblée et fixé dans la 16<sup>ème</sup> résolution.

Conformément à la loi, votre Conseil d'administration aurait tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre cette délégation, notamment, déterminer la nature et le montant des sommes à incorporer, de même que le ou les procédés de réalisation de l'augmentation, élévation du nominal des titres préexistants et/ou attribution de titres de capital, et pour modifier les statuts en conséquence.

Cette délégation serait consentie au Conseil d'administration pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la date de l'Assemblée Générale. Elle remplacerait et priverait d'effet à hauteur de la partie non encore utilisée le cas échéant, la délégation antérieure ayant le même objet consentie par l'Assemblée Générale du 25 mai 2020.

- **Résolution n°12 : Émissions d'actions ou de valeurs mobilières avec maintien du droit préférentiel de souscription**

Il vous est demandé de renouveler la délégation de compétence consentie en 2020 au Conseil d'administration, pour décider, en une ou plusieurs fois, les émissions avec maintien de votre droit préférentiel de souscription au mieux des intérêts de la Société et de ses actionnaires.

Cette résolution concerne les émissions, avec maintien de votre droit préférentiel de souscription :

- (i) d'actions ordinaires de votre Société et
- (ii) de toutes valeurs mobilières de quelque nature que ce soit, émises à titre onéreux ou gratuit, régies par les articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce :
  - donnant accès, par tous moyens immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires à émettre par la Société ou par une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital sous réserve de l'autorisation de la société dans laquelle les droits sont exercés. Dans l'hypothèse d'une émission de valeurs mobilières donnant accès à terme à des actions nouvelles (obligations à bons de souscription d'actions, obligations convertibles en actions nouvelles, etc.) votre décision emporterait renonciation par les actionnaires à la souscription des actions susceptibles d'être obtenues à partir des titres initialement émis pour lesquels votre droit préférentiel est maintenu, et/ou
  - donnant accès à des actions nouvelles ou à des actions déjà émises par la Société (obligations convertibles en actions à émettre ou échangeables en actions existantes « OCEANE », obligations à option de remboursement en numéraire et/ou en actions nouvelles et/ou existantes « ORNANE », etc.).

Conformément à la loi, votre Conseil d'administration pourrait instituer au profit des actionnaires un droit de souscription à titre réductible. Il vous est également demandé de lui permettre, si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, de décider de limiter ladite émission au

montant des souscriptions reçues ou de répartir librement les titres non souscrits ou de les offrir au public tant en France qu'à l'étranger.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation serait fixé à 500 millions d'euros, et le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances immédiates et/ou à terme susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation serait fixé à 500 millions d'euros, ou à la contre-valeur de ce montant.

Les montants de ces émissions s'imputant respectivement sur le Plafond Global autorisé par l'Assemblée dans la 16<sup>ème</sup> résolution.

Le cas échéant, s'ajouterait le montant nominal des actions à émettre en complément pour protéger, conformément à la loi, les droits des titulaires des valeurs mobilières donnant accès à terme à des actions qui seraient ainsi émises.

Sur ces bases, l'Assemblée Générale est invitée à déléguer au Conseil d'administration sa compétence pour décider les émissions, en une ou plusieurs fois, au mieux des intérêts de la Société et de ses actionnaires.

Cette délégation serait consentie au Conseil d'administration pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la date de l'Assemblée Générale. Elle remplacerait et priverait d'effet à hauteur de la partie non encore utilisée le cas échéant, la délégation antérieure ayant le même objet consentie par l'Assemblée Générale du 25 mai 2020. Le Conseil d'administration ne serait pas autorisé à faire usage de celle-ci en période d'offre publique sans nouvelle délégation préalable consentie par l'Assemblée Générale.

- **Résolution n°13 : Émissions d'actions ou de valeurs mobilières avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offre au public autre que celles visées à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier**

Il vous est demandé de renouveler la délégation de compétence consentie en 2020 au Conseil d'administration pour décider, en une ou plusieurs fois, les émissions sans droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Dans l'intérêt de votre Société et de ses actionnaires, votre Conseil d'administration pourrait, le moment venu, et pour saisir les opportunités offertes par les marchés financiers dans certaines circonstances, être conduit à procéder à des émissions tant en France qu'à l'étranger, sans que puisse s'exercer le droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Votre Conseil d'administration vous demande de lui déléguer la compétence, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour décider l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, par offre au public autre que celles visées à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier, par l'émission, avec suppression du droit préférentiel des actionnaires, (i) d'actions ordinaires ou (ii) de toutes valeurs mobilières de quelque nature que ce soit, régies par les articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce, donnant accès par tous moyens immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires à émettre par la Société ou par une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital sous réserve de l'autorisation de la société dans laquelle les droits sont exercés. La souscription des actions et des autres valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances.

Votre autorisation comporterait en outre la possibilité d'émettre des valeurs mobilières donnant droit à des actions nouvelles ou à des actions déjà émises par la Société (obligations convertibles en actions à émettre ou échangeables en actions existantes « OCEANE », obligations à option de remboursement en numéraire et/ou en actions nouvelles et/ou existantes « ORNANE », etc.).

Le montant nominal maximal des augmentations de capital, immédiates et/ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation serait de 500 millions d'euros, étant par ailleurs précisé que des valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société pourront également être émises à concurrence du même montant, le montant de ces émissions s'imputant respectivement sur le Plafond Global autorisés par l'Assemblée dans la 16<sup>ème</sup> résolution.

Votre décision emporterait de plein droit renonciation par les actionnaires à la souscription des actions pouvant être obtenues à partir des valeurs mobilières donnant accès au capital. Votre autorisation permettrait également au Conseil d'administration d'émettre, dans les conditions précisées ci-dessus, des valeurs mobilières donnant accès à des titres de créance.

Le prix d'émission des actions émises directement sera au moins égal au minimum prévu par les dispositions réglementaires applicables au jour de l'émission. À la date de la présente convocation, l'article R. 22-10-32 du Code de commerce prévoit que le prix d'émission est au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant le début de l'offre au public au sens du Règlement (UE) n° 2017/1129 du 14 juin 2017, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10 %.

Le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières au moins égale au prix de souscription minimum défini ci-dessus. Enfin, la conversion, le remboursement ou, généralement la transformation de toute obligation convertible, remboursable ou autrement transformable en actions se fera, compte tenu de la valeur nominale de l'obligation, en un nombre d'actions tel, que la somme perçue par la Société soit au moins égale au prix de souscription minimum défini ci-dessus pour chaque action émise.

En fonction de ces éléments, votre Conseil d'administration fixera le prix d'émission des titres et les modalités de rémunération des titres de créances, au mieux des intérêts de la Société et de ses actionnaires, en tenant compte de tous les paramètres en cause. À cet effet, votre Conseil d'administration, en application de l'article L. 22-10-51 du Code de commerce, pourra notamment conférer aux actionnaires, selon les modalités qu'il fixera, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, pour tout ou partie d'une émission effectuée, un délai de priorité de souscription, ne donnant pas lieu à la création de droits négociables, qui devra être exercé proportionnellement au nombre des actions possédées par chaque actionnaire et pourra être éventuellement complété par une souscription à titre réductible. Dans l'hypothèse où le montant de l'émission excéderait 10 % du capital social de la Société à la date de décision de ladite émission, le Conseil aura l'obligation de conférer aux actionnaires, selon les modalités qu'il fixera dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, et pour toute l'émission effectuée, un délai de priorité de souscription.

Cette délégation serait consentie au Conseil d'administration pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la date de l'Assemblée Générale. Elle remplacerait et priverait d'effet à hauteur de la partie non encore utilisée le cas échéant, la délégation antérieure ayant le même objet consentie par l'Assemblée Générale du 25 mai 2020. Le Conseil d'administration ne serait pas autorisé à faire usage de celle-ci en période d'offre publique sans nouvelle délégation préalable consentie par l'Assemblée Générale.

***Dispositions communes aux 12<sup>ème</sup> et 13<sup>ème</sup> résolutions : Caractéristiques des valeurs mobilières donnant accès au capital, ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et modalités d'attribution des titres de créance ou de capital***

Ces indications sont données conformément aux dispositions réglementaires applicables aux valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance.

Outre l'émission d'actions, les 12<sup>ème</sup> et 13<sup>ème</sup> résolutions permettraient à votre Conseil d'administration de décider l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, soit (i) par émission d'actions nouvelles telles que des obligations convertibles ou remboursables en actions ou des obligations assorties de bons de souscription d'actions, soit (ii) par remise d'actions existantes telles que des obligations convertibles en actions nouvelles ou existantes (« OCEANE ») : ces valeurs mobilières pourraient prendre la forme de titres de créance comme dans les exemples précités, soit de titres de capital par exemple des actions assorties de bons de souscription d'actions, des titres de capital donnant droit à l'attribution de titres de créance telles que des actions assorties de bons de souscription d'obligations ou convertibles ou remboursables en un autre titre de nature obligataire ; le cas échéant, ces valeurs mobilières pourraient être assorties de bons donnant droit à l'attribution, à l'acquisition ou à la souscription d'obligations ou d'autres valeurs mobilières représentatives de créance ou prendre la forme d'obligations complexes au sens entendu par les autorités boursières par exemple, du fait de leurs modalités de remboursement ou de rémunération ou d'autres droits tels qu'indexation, faculté d'options.

Lorsque les valeurs mobilières donnant accès au capital d'origine prendraient la forme de titres de créance, elles donneraient accès à l'attribution d'actions par conversion, remboursement, échange ou présentation d'un bon ou de toute autre manière, et ce pendant la durée des emprunts qu'il y ait ou non maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières ainsi émises.

Dans le cas d'émission d'obligations ou d'autres titres de créance, votre Conseil pourra décider de leur caractère subordonné ou non et, le cas échéant, de leur rang de subordination, conformément aux dispositions de l'article L. 228-97 du Code de commerce, fixer un intérêt, y compris à taux fixe et/ou variable ou encore avec capitalisation, leur durée déterminée ou indéterminée et les autres modalités de l'émission y compris la possibilité de leur conférer des garanties ou des sûretés. Les titres pourraient faire l'objet d'un remboursement anticipé y compris par remise d'actifs de la Société, avec ou sans prime, comme d'un amortissement, les titres pouvant, en outre, faire l'objet de rachats en bourse ou d'une offre d'achat ou d'échange par la Société.

- **Résolution n°14 : Augmentation du nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription**

Il vous est demandé de renouveler la délégation de compétence consentie en 2020 au Conseil d'administration pour décider, s'il constate une demande excédentaire lors d'une augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription, selon les 12<sup>ème</sup> et 13<sup>ème</sup> résolutions, d'augmenter le nombre de titres à émettre au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, dans les délais et limites prévus par la réglementation applicable.

Cette option permettrait, en cas de forte demande dans le cadre d'une émission de titres, de procéder dans les 30 jours de la clôture de la période de souscription, à une émission complémentaire de titres d'un montant maximum de 15 % de l'émission initiale, afin de satisfaire la demande excédentaire. Cette disposition permettrait également de faciliter l'octroi de l'option de surallocation traditionnellement mise en place dans les opérations de marché.

Le montant nominal des augmentations de capital décidées en vertu de la présente résolution s'imputerait, selon le cas, sur le montant du plafond prévu par la 12<sup>ème</sup> et 13<sup>ème</sup> résolutions, ainsi que, dans les deux cas, sur le montant du Plafond Global maximum autorisé par l'Assemblée au titre de la 16<sup>ème</sup> résolution.

Cette délégation serait consentie au Conseil d'administration pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la date de l'Assemblée Générale. Elle remplacerait et priverait d'effet à hauteur de la partie non encore utilisée, la délégation antérieure ayant le même objet consentie par l'Assemblée Générale du 25 mai 2020. Le Conseil d'administration ne serait pas autorisé à faire usage de celle-ci en période d'offre publique sans nouvelle délégation préalable consentie par l'Assemblée Générale.

- **Résolution n°15 : Augmentation du capital social en vue de rémunérer des apports en nature dans la limite de 10 % du capital social, sans droit préférentiel de souscription**

Il vous est demandé de renouveler la délégation de pouvoirs consentie en 2020 au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, de procéder à l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières, en vue de rémunérer des apports en nature et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital d'une société tierce.

Cette autorisation implique de supprimer le droit préférentiel de souscription.

Cette délégation serait limitée à 10 % du capital social de la Société au moment de l'émission.

Il vous est précisé que les droits des actionnaires seront protégés pour toute émission de ce type, celle-ci nécessitant l'intervention d'un ou plusieurs Commissaires aux apports nommés par le Président du Tribunal de commerce qui statueraient sur l'évaluation des apports.

Cette délégation serait consentie au Conseil d'administration pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la date de l'Assemblée Générale. Elle remplacerait et priverait d'effet à hauteur de la partie non encore utilisée le cas échéant, la délégation antérieure ayant le même objet consentie par l'Assemblée Générale du 25 mai 2020. Le Conseil d'administration ne serait pas autorisé à faire usage de celle-ci en période d'offre publique sans nouvelle délégation préalable consentie par l'Assemblée Générale.

- **Résolution n°16 : Limitation du montant nominal maximal global des autorisations d'augmentation de capital**

Conformément à la loi et dans l'intérêt des actionnaires de la Société, cette résolution fixe le plafond global maximal que ne peuvent excéder au total les émissions réalisées par le Conseil d'administration dans le cadre des délégations consenties par l'Assemblée (le « **Plafond Global** »).

Nous vous demandons :

- de fixer à 500 millions d'euros le montant nominal maximal global des augmentations de capital social, immédiates et/ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des autorisations proposées par les 11<sup>ème</sup>, 12<sup>ème</sup>, 13<sup>ème</sup> et 15<sup>ème</sup> résolutions, étant précisé qu'à ce montant nominal s'ajoutera, éventuellement, le montant nominal des actions à émettre en supplément pour préserver, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et, le cas échéant, les stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, d'options de souscription ou d'achat d'actions nouvelles ou d'attribution gratuite d'actions ;
- de fixer à 500 millions d'euros ou à la contre-valeur de ce montant, le montant nominal maximal global des valeurs mobilières représentatives de créances immédiates et/ou à terme, susceptibles d'être émises en vertu des autorisations proposées par les 12<sup>ème</sup> et 13<sup>ème</sup> résolutions.

- **Résolution n°17 : Modifications statutaires diverses à l'effet notamment d'harmoniser les statuts avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.**

Il vous est demandé d'approuver les modifications statutaires afin de se mettre en conformité avec la loi PACTE et avec l'ordonnance n° 2020-1142 du 16 septembre 2020 portant création au sein du Code de commerce, d'un chapitre relatif aux sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé.

Il vous est également demandé d'approuver les modifications statutaires, afin de supprimer des statuts de votre Société l'obligation de détenir des actions pour les administrateurs, cette détention étant désormais facultative conformément à l'article L. 225-25 du Code de commerce.

- **Résolution n°18 : Modifications statutaires aux fins de permettre au Conseil d'administration de prendre certaines décisions par voie de consultation écrite**

Il vous est également proposé de modifier les statuts afin de permettre, conformément à l'article 15 de la loi n° 2019-744 du 19 juillet 2019 de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés, au Conseil d'administration de prendre certaines décisions relevant des attributions propres au Conseil d'administration par consultation écrite, à savoir les décisions prévues :

- au second alinéa de l'article L. 225-65 du Code de commerce (les modifications nécessaires aux statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires),
- au deuxième alinéa de l'article L. 225-68 du Code de commerce (autorisation des cautions, avals et garanties),
- à l'article L. 225-78 du Code de commerce (cooptation d'un nouvel administrateur),
- au I de l'article L. 225-103 du Code de commerce (convocation de l'assemblée générale) et,
- les décisions de transfert du siège social dans le même département.

Les articles des statuts mis à jour de la Société par les 17<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> résolutions sont disponibles dans la brochure de convocation en version comparée.

### **III. Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire**

- **Résolution n°19 : Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités**

La 19<sup>ème</sup> résolution, qui vous est proposée, est destinée à conférer les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des formalités consécutives à la tenue de votre Assemblée.

#### ***Rapports des Commissaires aux comptes et rapports complémentaires en cas d'utilisation d'une délégation***

Les rapports des Commissaires aux comptes sur les 10<sup>ème</sup>, 12<sup>ème</sup>, 13<sup>ème</sup> et 15<sup>ème</sup> résolutions seront présentés lors de l'Assemblée Générale.

Dans l'hypothèse où le Conseil d'administration viendrait à utiliser les délégations qui lui seraient conférées dans les résolutions ci-dessus, le Conseil d'administration aura l'obligation de rendre compte à la prochaine Assemblée Générale Annuelle, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires, de l'utilisation faite des autorisations consenties dans ces résolutions.

Par ailleurs, il est précisé que les dirigeants de la Société n'étant pas rémunérés au titre de leurs fonctions au sein de la Société, aucune résolution n'est soumise à l'Assemblée Générale au titre de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce.

Nous espérons que les différentes propositions exposées dans ce rapport recevront votre agrément et que vous voudrez bien voter favorablement les résolutions correspondantes.

Le Conseil d'administration

**PROJET DE RESOLUTIONS  
DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE  
DU 8 JUN 2022**

**PREMIERE RESOLUTION**

*Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2021*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, du rapport de gestion et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de l'exercice 2021, approuve les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que toutes les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

**DEUXIEME RESOLUTION**

*Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, du rapport de gestion et du rapport des Commissaires aux comptes, constate que les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2021, approuvés par la présente Assemblée Générale font ressortir une perte de 90 874,17 euros.

L'Assemblée Générale décide, sur proposition du Conseil d'administration et après prise en compte du report à nouveau négatif de 1 174 742,53 euros, d'affecter en report à nouveau la totalité de la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2021 comme suit :

Résultat de l'exercice	- 90 874,17 €
Report à nouveau antérieur	- 1 174 741,53 €
<b>Nouveau report à nouveau</b>	<b>- 1 265 615,70 €</b>

En application de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'Assemblée Générale prend acte qu'aucun dividende n'a été versé par la Société au cours des trois exercices précédents.

**TROISIEME RESOLUTION**

*Approbation du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions règlementées visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, prend acte de l'absence de nouvelle convention et approuve les termes de ce rapport.

**QUATRIEME RESOLUTION**

*Ratification de la cooptation de Madame Caroline Puechoultres en qualité d'administratrice*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, ratifie la décision du Conseil d'administration du 21 décembre 2021, de coopter Madame Caroline Puechoultres en qualité d'administratrice à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, en remplacement de Madame Astrid Panosyan, pour la durée restant à courir du mandat de cette dernière, soit jusqu'à la présente Assemblée Générale.

## **CINQUIEME RESOLUTION**

*Renouvellement du mandat de Madame Caroline Puechoultres en qualité d'administratrice*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, constatant que le mandat d'administratrice de Madame Caroline Puechoultres arrive à échéance à l'issue de la présente Assemblée Générale, décide sous réserve de l'approbation de la quatrième résolution, de renouveler ledit mandat pour une durée de six (6) ans venant à expiration à l'issue de l'assemblée générale qui statuera, en 2028, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

## **SIXIEME RESOLUTION**

*Renouvellement du mandat du cabinet Deloitte & Associés en tant que Commissaire aux comptes*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir constaté que le mandat du cabinet Deloitte & Associés, Commissaire aux comptes titulaire, expire à l'issue de la présente Assemblée Générale, décide de renouveler le mandat de commissaire aux comptes du cabinet Deloitte & Associés, pour une durée de six (6) exercices, qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2028 à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

## **SEPTIEME RESOLUTION**

*Constatation de l'échéance du mandat du cabinet Ernst & Young et Autres, et nomination du cabinet KPMG en tant que Commissaire aux comptes*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir constaté que le mandat du cabinet Ernst & Young et Autres, Commissaire aux comptes titulaire, expire à l'issue de la présente Assemblée Générale, décide de ne pas le renouveler et décide de nommer le cabinet KPMG en qualité de Commissaire aux comptes pour une durée de six (6) exercices qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2028 à l'effet de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

## **HUITIEME RESOLUTION**

*Constatation de l'échéance des mandats des Commissaires aux comptes suppléants*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir constaté que les mandats des cabinets BEAS et Auditex, Commissaires aux comptes suppléants, expirent à l'issue de la présente Assemblée Générale, décide de ne pas les renouveler ni de les remplacer.

## **NEUVIEME RESOLUTION**

*Autorisation consentie au Conseil d'administration à l'effet de faire racheter par la Société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration :

- autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, en application des articles L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce, du Règlement 596/2014 du Parlement européen et du Conseil européen du 16 avril 2014 sur les abus de marché, à acheter des actions de la Société, en vue :

- de l'annulation de tout ou partie des actions de la Société ainsi rachetées, dans les conditions prévues à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce et sous réserve d'une autorisation en vigueur de réduire le capital social donnée par l'Assemblée Générale ;
  - d'animer le marché ou la liquidité de l'action de la Société par un prestataire de service d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité ;
  - de la mise en œuvre de toute nouvelle pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des Marchés Financiers et plus généralement, la réalisation de toute opération conforme à la réglementation en vigueur.
- fixe à 3 euros le prix maximum d'achat par action de la Société, hors frais d'acquisition, sur la base d'une valeur nominale de l'action de 1,65 euro.

Les rachats d'actions de la Société seront soumis aux restrictions suivantes :

- à la date de chaque rachat, le nombre d'actions que la Société achète pendant la durée du programme de rachat n'excède pas 10 % des actions composant le capital social de la Société, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée Générale, et
- le nombre d'actions que la Société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas 10 % des actions composant le capital social de la Société.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourront être réalisés à tout moment (sauf en période d'offre publique même intégralement réglée en numéraire visant les titres de la Société) et par tous moyens, sur le marché ou de gré à gré, sans pouvoir excéder le prix de marché, y compris par acquisition ou cession de blocs (sans limiter la part du programme de rachat pouvant être réalisée par ce moyen), offres publiques d'achat ou d'échange, ou par utilisation d'options ou autres instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré ou par l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société par conversion, échange, remboursement, exercice d'un bon ou de toute autre manière, dans les conditions prévues par les autorités de marché et par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

En application de l'article R. 225-151 du Code de commerce, l'Assemblée Générale fixe à 2,74 millions d'euros le montant maximal global affecté au programme de rachat d'actions ci-dessus autorisé.

L'Assemblée Générale devra être informée par le Conseil d'administration, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, des opérations réalisées en vertu de la présente autorisation.

L'Assemblée Générale délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le prix maximal d'achat afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour décider et mettre en œuvre la présente autorisation, pour en préciser, si nécessaire, les termes et en arrêter les modalités avec faculté de déléguer, dans les conditions prévues par la loi, la réalisation du programme de rachat, et notamment

pour passer tout ordre de bourse, conclure tout accord, en vue de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations notamment auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et de toute autre autorité qui s'y substituerait, remplir toutes formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

Cette autorisation est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la date de la présente Assemblée Générale. Elle remplace et prive d'effet, à compter de ce jour, à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute autorisation antérieure consentie au Conseil d'administration ayant le même objet.

#### **DIXIEME RESOLUTION**

*Autorisation consentie au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par annulation d'actions achetées par la Société dans le cadre du dispositif de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, autorise le Conseil d'administration à réduire le capital social en application de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par annulation de tout ou partie des actions acquises ou qui viendraient à être acquises ultérieurement par la Société elle-même en vertu d'une autorisation conférée par l'Assemblée Générale Ordinaire, dans la limite de 10 % du capital social par période de 24 mois, étant rappelé que cette limite s'applique à un montant du capital social de la société qui sera, le cas échéant, ajusté en fonction des opérations pouvant affecter le capital social postérieurement à la présente Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour réaliser la ou les opérations d'annulation et de réduction de capital en vertu de la présente autorisation, en fixer les modalités, en constater la réalisation, imputer la différence entre la valeur comptable des actions annulées et leur montant nominal sur tous postes de réserves et primes, modifier en conséquence les statuts et accomplir toutes formalités.

Cette autorisation est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la date de la présente Assemblée Générale. Elle remplace et prive d'effet, à compter de ce jour, à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute autorisation antérieure consentie au Conseil d'administration ayant le même objet.

#### **ONZIEME RESOLUTION**

*Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de décider l'augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et conformément aux dispositions du Code de commerce, et notamment ses articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 22-10-50 :

1. délègue au Conseil d'administration sa compétence pour décider l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible, et sous forme d'attribution d'actions gratuites ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés.

2. décide de fixer à 500 millions d'euros le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées à ce titre, étant précisé que ce plafond :
  - est fixé compte tenu du nominal des actions ordinaires de la Société à émettre, éventuellement, pour préserver, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et, le cas échéant, par les stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital social de la Société, d'options de souscription ou d'achat d'actions nouvelles ou d'attribution gratuite d'actions ; et
  - s'imputera également sur le montant du Plafond Global visé à la seizième résolution.
3. en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation de compétence, délègue à ce dernier tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, et notamment à l'effet de fixer les conditions d'émission, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts et notamment de :
  - fixer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital, fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et/ou le montant dont le nominal des actions existantes composant le capital social sera augmenté, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du nominal portera effet ;
  - décider, en cas d'attributions d'actions gratuites :
    - que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les actions correspondantes seront vendues ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur ;
    - de procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital social de la Société, notamment de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital social ;
  - et d'une manière générale, passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et décisions et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ou consécutives aux augmentations de capital réalisées.
4. fixe à vingt-six (26) mois, à compter de la date de la présente Assemblée Générale, la durée de validité de la présente délégation et prend acte que la présente délégation remplace et prive d'effet, à compter de ce jour, à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure consentie au Conseil d'administration ayant le même objet.

## DOUZIEME RESOLUTION

*Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société ou de l'une de ses filiales avec maintien du droit préférentiel de souscription*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et en application du Code de commerce, notamment des articles L. 225-129 et suivants et L. 228-91 et suivants :

1. délègue au Conseil d'administration sa compétence, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi pour décider l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, tant en France qu'à l'étranger, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, soit en euros, soit en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par l'émission (i) d'actions ordinaires de la Société ou (ii) de toutes valeurs mobilières de quelque nature que ce soit émises à titre onéreux ou gratuit, régies par les articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce donnant accès par tous moyens immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires à émettre par la Société ou par une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital social sous réserve de l'autorisation de la société dans laquelle les droits sont exercés. La souscription des actions et des autres valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;
2. décide de fixer comme suit les limites des montants des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation de compétence :
  - le montant nominal maximal des augmentations de capital, immédiates ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 500 millions d'euros, étant précisé que :
    - à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement pour préserver, conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, les stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, d'options de souscription ou d'achat d'actions nouvelles ou d'attribution gratuite d'actions ;
    - ce plafond s'imputera également sur le montant du Plafond Global visé à la seizième résolution.
  - le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances immédiates et/ou à terme sur la Société susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, conformément aux dispositions des articles L. 228-91, L. 228-92 et L. 228-93 du Code de commerce, est fixé à 500 millions d'euros ou de la contre-valeur de ce montant, étant précisé que ce plafond s'imputera sur le montant du Plafond Global visé à la seizième résolution ; étant précisé que ce plafond est autonome et distinct du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration en application de l'article L. 228-40 du Code de commerce ainsi que du montant des titres de créances donnant droit à l'attribution d'autres titres de créances ou donnant accès à des titres de capital existants dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration en application de l'article L. 228-92 dernier alinéa, de l'article L. 228-93 dernier alinéa ou dans les conditions prévues à l'article L. 228-36-A du Code de commerce.
3. en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation :

- décide que la ou les émissions seront réservées par préférence aux actionnaires qui pourront souscrire à titre irréductible proportionnellement au nombre d'actions alors possédées par eux, et prend acte que le Conseil d'administration pourra instituer un droit de souscription à titre réductible ;
  - décide que, si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Conseil d'administration pourra utiliser les différentes facultés prévues par la loi, dans l'ordre qu'il déterminera, y compris offrir au public tout ou partie des actions ou, dans le cas de valeurs mobilières donnant accès au capital, desdites valeurs mobilières non souscrites, tant en France qu'à l'étranger ;
  - décide que les émissions de bons de souscription d'actions de la Société pourront être réalisées par offre de souscription dans les conditions décrites ci-dessus, mais également par attribution gratuite aux propriétaires des actions anciennes ;
  - décide qu'en cas d'attribution gratuite de bons autonomes de souscription, le Conseil d'administration aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondant seront vendus ;
  - prend acte du fait que la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs des valeurs mobilières émises donnant accès au capital de la Société, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les valeurs mobilières donneront droit ;
4. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation de compétence, et notamment à l'effet de fixer les conditions d'émission, de souscription et de libération, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent et procéder à la modification corrélative des statuts et notamment de :
- fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits attachés aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ou à des titres de créance, déterminer les modalités d'exercice des droits, le cas échéant, notamment à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs de la Société tels que des valeurs mobilières déjà émises par la Société, prévoir le cas échéant que les actions remises en conversion, échange, remboursement ou autre pourront être des actions nouvelles et/ou existantes ;
  - décider, en cas d'émission de titres de créance, de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant de leur rang de subordination, en application de l'article L. 228-97 du Code de commerce), fixer leur taux d'intérêt (notamment intérêt à taux fixe ou variable ou à coupon zéro ou indexé), leur durée (déterminée ou indéterminée) et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement (y compris de remboursement par remise d'actifs de la Société), les titres pouvant faire l'objet de rachats en Bourse ou d'une offre d'achat ou d'échange par la Société, fixer les conditions dans lesquelles ces titres donneront accès au capital de la Société et/ou des sociétés dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités prévues ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;
  - à sa seule initiative, imputer les frais d'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital ;
  - fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution d'actions gratuites, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de

toute autre opération portant sur les capitaux propres, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;

et, d'une manière générale, passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et décisions et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ou toutes formalités consécutives aux augmentations de capital réalisées ;

Nonobstant ce qui précède, décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

5. l'Assemblée Générale devra être informée par le Conseil d'administration, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, des opérations réalisées en vertu de la présente autorisation ;
6. fixe à vingt-six (26) mois, à compter de la date de la présente Assemblée Générale, la durée de validité de la présente délégation et prend acte que la présente délégation remplace et prive d'effet, à compter de ce jour, à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure consentie au Conseil d'administration ayant le même objet.

#### **TREIZIEME RESOLUTION**

*Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital de la Société ou de l'une de ses filiales avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offre au public autre que celles visées à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et en application du Code de commerce, notamment des articles L. 225-129-2, L. 22-10-51, L. 22-10-52 et L. 228-91 et suivants :

1. délègue au Conseil d'administration sa compétence, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour décider l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, par offre au public autre que celles visées à l'article L. 411-2, 1° du Code monétaire et financier, soit en euros, soit en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, avec suppression du droit préférentiel des actionnaires, par l'émission (i) d'actions ordinaires ou (ii) de toutes valeurs mobilières de quelque nature que ce soit émises à titre onéreux ou gratuit, régies par les articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce donnant accès par tous moyens immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires à émettre par la Société ou par une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital social sous réserve de l'autorisation de la société dans laquelle les droits sont exercés. La souscription des actions et des autres valeurs mobilières pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances. Il est précisé que l'émission de ces titres pourrait être décidée à l'effet de rémunérer des titres apportés à la Société dans le cadre d'une offre publique d'échange (ou toute autre opération ayant le même effet) réalisée en France ou à l'étranger selon les règles locales sur des titres répondant aux conditions fixées à l'article L. 22-10-54 du Code de commerce ;

2. délègue au Conseil d'administration, sous réserve de l'autorisation de l'assemblée générale de la société dans laquelle les droits sont exercés, sa compétence pour (i) autoriser l'émission, par les sociétés dont la Société détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital social, des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société et (ii) décider l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société qui en résulteraient ;
3. décide de fixer comme suit les limites des montants des émissions autorisées en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation :
  - le montant nominal maximal des augmentations de capital, immédiate ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 500 millions d'euros, étant précisé que :
    - à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement, pour préserver, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et, le cas échéant, les stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, d'options de souscription ou d'achat d'actions nouvelles ou d'attribution gratuite d'actions ;
    - ce plafond s'imputera également sur le montant du Plafond Global visé à la seizième résolution.
  - le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances immédiates et/ou à terme susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation est fixé à 500 millions d'euros ou à la contre-valeur de ce montant, étant précisé que ce plafond s'imputera sur le montant du Plafond Global visé à la seizième résolution ; étant précisé que ce plafond est autonome et distinct du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration en application de l'article L. 228-40 du Code de commerce ainsi que du montant des titres de créances donnant droit à l'attribution d'autres titres de créances ou donnant accès à des titres de capital existants dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration en application de l'article L. 228-92 dernier alinéa, de l'article L. 228-93 dernier alinéa ou dans les conditions visées à l'article L. 228-36-A du Code de commerce ;
4. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente résolution, en laissant toutefois au Conseil d'administration en application de l'article L. 22-10-51 du Code de commerce, la faculté de conférer aux actionnaires, pendant un délai et selon les modalités qu'il fixera dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et pour tout ou partie d'une émission effectuée, un délai de priorité de souscription ne donnant pas lieu à la création de droits négociables et qui devra s'exercer proportionnellement au nombre des actions possédées par chaque actionnaire et pourra être éventuellement complété par une souscription à titre réductible, étant précisé que les titres non souscrits ainsi feront l'objet d'un placement public tant en France qu'à l'étranger ; dans l'hypothèse où le montant de l'émission excéderait 10 % du capital social de la Société à la date de décision de ladite émission, le Conseil d'administration aura l'obligation de conférer aux actionnaires, pendant un délai et selon les modalités qu'il fixera en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables et pour toute l'émission effectuée, un délai de priorité de souscription ;
5. prend acte du fait que la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs des valeurs mobilières émises donnant accès au capital de la Société, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles les valeurs mobilières donneront droit ;

6. décide que, en application de l'article L. 22-10-52 du Code de commerce :
  - le prix d'émission des actions émises directement sera au moins égal au montant minimum prévu par les lois et les règlements en vigueur au moment de l'utilisation de la présente délégation ;
  - le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital, sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix de souscription minimum défini à l'alinéa précédent ;
  - la conversion, le remboursement ou généralement la transformation en actions de chaque valeur mobilière donnant accès au capital se fera, compte tenu de la valeur nominale de ladite valeur mobilière, en un nombre d'actions tel que la somme perçue par la Société, pour chaque action, soit au moins égale au prix de souscription minimum tel que défini pour l'émission des actions, dans cette même résolution ;
7. décide que si les souscriptions des actionnaires et du public n'ont pas absorbé la totalité d'une émission de valeurs mobilières, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :
  - limiter l'émission au montant des souscriptions dans les conditions prévues par la loi en vigueur au moment de l'utilisation de la présente délégation ;
  - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix ;
8. prend acte de ce que les stipulations prévues aux paragraphes 6 et 7, ne s'appliqueraient pas aux actions et valeurs mobilières qui seraient émises dans le cadre de la présente délégation, à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés à la Société dans le cadre d'une offre publique d'échange en application de l'article L. 22-10-54 du Code de commerce;
9. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi pour mettre en œuvre la présente délégation de compétence, et notamment à l'effet de fixer les conditions d'émission, de souscription et de libération, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent, procéder à la modification corrélative des statuts et notamment :
  - fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits attachés aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, en application des articles L. 228-91, L. 228-92 et L. 228-93 du Code de commerce, déterminer les modalités d'exercice des droits, le cas échéant, notamment à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs de la Société tels que des valeurs mobilières déjà émises par la Société ; prévoir le cas échéant que les actions remises en conversion, échange, remboursement ou autre pourront être des actions nouvelles et/ou existantes ;
  - décider, en cas d'émission de titres d'emprunt de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant de leur rang de subordination, en application de l'article L. 228-97 du Code de commerce), fixer un intérêt y compris à taux fixe ou variable ou à coupon zéro ou indexé, prévoir que leur durée sera déterminée ou indéterminée et les autres modalités d'émission - y compris l'octroi de garanties ou de sûretés - et d'amortissement - incluant la possibilité de remboursement par remise d'actifs de la Société (les titres pouvant en outre faire l'objet de rachats en Bourse ou d'une offre d'achat ou d'échange par la Société) ; fixer les conditions dans lesquelles ces titres donneront accès au capital de la Société et/ou des sociétés dont elle possède

directement ou indirectement plus de la moitié du capital ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités prévues ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;

- en cas d'émission de valeurs mobilières à l'effet de rémunérer des titres apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange (OPE), arrêter la liste des valeurs mobilières apportées à l'échange, fixer les conditions de l'émission, la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèce à verser et déterminer les modalités de l'émission dans le cadre, soit d'une OPE, d'une offre alternative d'achat ou d'échange, soit d'une offre unique proposant l'achat ou l'échange des titres visés contre un règlement en titres et en numéraire, soit d'une offre publique d'achat (OPA) ou d'échange à titre principal, assortie d'une OPE ou d'une OPA à titre subsidiaire, ou de toute autre forme d'offre publique conforme à la loi et la réglementation applicables à ladite offre publique, constater le nombre de titres apportés à l'échange, inscrire au passif du bilan à un compte « prime d'apport », sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d'émission des actions nouvelles et leur valeur nominale ;
- à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital ;
- fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution d'actions gratuites, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;

et, d'une manière générale, passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et décisions et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ou consécutives aux augmentations de capital réalisées.

10. nonobstant ce qui précède, décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre ;
11. l'Assemblée Générale devra être informée par le Conseil d'administration, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, des opérations réalisées en vertu de la présente autorisation ;
12. fixe à vingt-six (26) mois, à compter de la date de la présente Assemblée Générale, la durée de validité de la présente délégation et prend acte que la présente délégation remplace et prive d'effet, à compter de ce jour, à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure consentie au Conseil d'administration ayant le même objet.

## **QUATORZIEME RESOLUTION**

*Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription en application des douzième et treizième résolutions*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, et en application de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence pour décider d'augmenter le nombre de titres ou valeurs mobilières à émettre en cas d'émission de titres de la Société avec maintien du droit préférentiel de souscription, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, dans les délais et limites prévus par la réglementation applicable au jour de l'émission et sous réserve du respect du plafond prévu dans la résolution en application de laquelle l'émission est décidée ainsi que du Plafond Global fixé par la seizième résolution ;
2. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider d'augmenter le nombre de titres ou valeurs mobilières à émettre en cas d'émission de titres de la Société par offre au public sans droit préférentiel de souscription, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, dans les délais et limites prévus par la réglementation applicable au jour de l'émission et sous réserve du respect du plafond prévu dans la résolution en application de laquelle l'émission est décidée ainsi que du Plafond Global fixé par la seizième résolution ;
3. Nonobstant ce qui précède, décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre ;
4. fixe à vingt-six (26) mois, à compter de la date de la présente Assemblée Générale, la durée de validité de la présente délégation et prend acte que la présente délégation remplace et prive d'effet, à compter de ce jour, à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure consentie au Conseil d'administration ayant le même objet.

## **QUINZIEME RESOLUTION**

*Délégation de pouvoirs consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes en application de l'article L. 22-10-53 du Code de commerce, délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, ses pouvoirs à l'effet de procéder, avec suppression du droit préférentiel de souscription, à l'émission d'actions ou valeurs mobilières diverses donnant accès au capital de la Société dans la limite de 10 % du capital social, au moment de l'émission, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital d'autres sociétés, lorsque les dispositions de l'article L. 22-10-54 du Code de commerce ne sont pas applicables.

Conformément à la loi, le Conseil d'administration statuera sur le rapport spécial des Commissaires aux apports, mentionné à l'article L. 22-10-53 dudit Code, sur l'évaluation des apports et l'octroi d'avantages particuliers.

L'Assemblée Générale décide que le montant nominal de l'augmentation du capital social de la Société résultant de l'émission des titres définis au paragraphe ci-dessus, s'imputera sur le montant du Plafond Global de l'augmentation de capital fixé à la seizième résolution.

L'Assemblée Générale décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs notamment pour fixer la nature et le nombre des valeurs mobilières à créer, leurs caractéristiques et les modalités de leur émission, approuver l'évaluation des apports et concernant lesdits apports, en constater la réalisation, imputer tous frais, charges et droits sur les primes, le solde pouvant recevoir toute affectation décidée par le Conseil d'administration, ou par l'assemblée générale ordinaire, augmenter le capital social, procéder aux modifications corrélatives des statuts, et, d'une manière générale, passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et décisions et d'effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ou consécutives aux augmentations de capital réalisées.

L'Assemblée Générale décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation de pouvoirs à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

Cette délégation est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la date de la présente Assemblée Générale. Elle remplace et prive d'effet, à compter de ce jour, à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure consentie au Conseil d'administration ayant le même objet.

#### **SEIZIEME RESOLUTION**

*Limitation (i) du montant nominal maximal global des augmentations de capital, immédiates ou à terme, susceptibles d'être réalisées et (ii) du montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances immédiates et/ou à terme sur la Société susceptibles d'être émises*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, décide :

- de fixer à 500 millions d'euros le montant nominal maximal global des augmentations de capital social, immédiates et/ou à terme, susceptibles d'être réalisées en vertu des autorisations conférées par les onzième, douzième, treizième et quizième résolutions de la présente Assemblée Générale, étant précisé qu'à ce montant nominal s'ajoutera, éventuellement, le montant nominal des actions à émettre en supplément pour préserver, conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, les stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, d'options de souscription ou d'achat d'actions nouvelles ou d'attribution gratuite d'actions ;
- de fixer à 500 millions d'euros ou à la contre-valeur de ce montant, le montant nominal maximal global des valeurs mobilières représentatives de créances immédiates et/ou à terme, susceptibles d'être émises en vertu des autorisations conférées par les douzième et treizième résolutions de la présente Assemblée Générale.

## DIX-SEPTIEME RESOLUTION

*Modifications statutaires diverses à l'effet notamment d'harmoniser les statuts avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales extraordinaires, et connaissance prise du rapport du Conseil d'administration en vue de la présente Assemblée Générale, décide :

1. de mettre à jour les statuts aux fins de les adapter aux dispositions de la loi n °2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (loi PACTE) sur les points suivants :

- **Article 20** : au premier et deuxième paragraphes, le mot « jetons de présence » est remplacé par le mot « rémunération ».

- **Article 23** : conformément à l'article L. 823-1 du Code de commerce qui n'impose plus la désignation d'un Commissaire aux comptes suppléant, la référence aux termes « suppléants » est supprimé dans le premier et deuxième paragraphes.

- **Article 33** : conformément à la nouvelle codification du Code de commerce, l'article L. 225-123 du Code de Commerce est remplacé par l'article L. 22-10-46 du Code de commerce.

- **Article 39** : au cinquième paragraphe, le mot « jetons de présence » est remplacé par le mot « rémunération ».

2. de mettre à jour les statuts aux fins de les adapter à l'article L. 225-25 du Code de commerce sur le point suivant :

- **Article 15** : suppression de l'article imposant à chaque administrateur d'être propriétaire d'une action pendant toute la durée de son mandat.

## DIX-HUITIEME RESOLUTION

*Modifications statutaires aux fins de permettre au Conseil d'administration de prendre certaines décisions par voie de consultation écrite*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide d'user de la faculté offerte par la loi du 19 juillet 2019, de permettre au Conseil d'administration de prendre les décisions relevant de ses attributions propres auxquelles il est fait référence à l'article L. 225-82 du Code de commerce, par voie de consultation écrite.

En conséquence, il est rajouté un nouvel alinéa à l'article 17 des statuts. Le nouvel alinéa est inséré à la fin de l'article 17 et sera rédigé comme suit :

« Les décisions relevant des attributions propres du Conseil d'administration auxquelles il est fait référence à l'article L. 225-82 alinéa 3 du Code de Commerce peuvent être prises par voie de consultation écrite ».

## DIX-NEUVIEME RESOLUTION

*Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée à l'effet d'effectuer toutes formalités prévues par la loi.

## PROJET DES ARTICLES MODIFIÉS DES STATUTS DE LA SOCIÉTÉ

### TABLEAU DE COMPARAISON DES ARTICLES MODIFIÉS DES STATUTS PAR LES RÉSOLUTIONS N°17 ET 18

Les autres articles des statuts restent inchangés.

<p><u>ARTICLE 15 – ACTIONS DE GARANTIE :</u></p> <p><del>Chaque Administrateur doit être propriétaire d'une (1) action au moins pendant toute la durée de son mandat.</del></p> <p><del>Si, au jour de sa nomination, un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou, si en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office s'il n'a pas régularisé sa situation dans un délai de trois mois.</del></p>	<p><u>Article supprimé.</u></p>
<p><u>ARTICLE 17 - DELIBERATIONS :</u></p> <p>Le Conseil d'Administration se réunit, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué par l'auteur de la convocation, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président ou de l'administrateur délégué dans les fonctions de Président, ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers, sur la convocation d'un vice-président. Le Conseil peut aussi être convoqué par deux administrateurs.</p> <p>En outre, si le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, des administrateurs représentant le tiers au moins des membres du Conseil peuvent, en indiquant l'ordre du jour de la séance, prendre l'initiative de la convocation.</p> <p>Les convocations sont faites par tous moyens.</p> <p>Le Directeur Général peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé.</p> <p>Les réunions du Conseil sont présidées par le Président ou l'administrateur délégué dans les fonctions de Président ou, en leur absence, par le plus âgé des vice-présidents assistant à la séance, et à défaut, par un administrateur choisi par le Conseil au début de la séance.</p>	<p><u>ARTICLE 17 - DELIBERATIONS :</u></p> <p>Le Conseil d'Administration se réunit, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué par l'auteur de la convocation, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président ou de l'administrateur délégué dans les fonctions de Président, ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers, sur la convocation d'un vice-président. Le Conseil peut aussi être convoqué par deux administrateurs.</p> <p>En outre, si le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, des administrateurs représentant le tiers au moins des membres du Conseil peuvent, en indiquant l'ordre du jour de la séance, prendre l'initiative de la convocation.</p> <p>Les convocations sont faites par tous moyens.</p> <p>Le Directeur Général peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé.</p> <p>Les réunions du Conseil sont présidées par le Président ou l'administrateur délégué dans les fonctions de Président ou, en leur absence, par le plus âgé des vice-présidents assistant à la séance, et à défaut, par un administrateur choisi par le Conseil au début de la séance.</p>

<p>Tout administrateur peut se faire représenter dans les formes légales par l'un de ses collègues, à l'effet de voter en ses lieu et place à une séance déterminée du Conseil, chaque administrateur ne pouvant disposer au cours d'une même séance que d'une seule procuration.</p> <p>Toutefois, pour la validité des délibérations, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs est requise.</p> <p>Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés : en cas de partage des voix, celle du Président de séance est prépondérante.</p> <p>Il est tenu au siège social un registre de présence qui est signé par tous les administrateurs participant à chaque séance du Conseil d'Administration.</p> <p>Un règlement intérieur éventuellement adopté par le Conseil d'Administration pourra prévoir, notamment, que seront réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence conformes à la réglementation en vigueur. Cette disposition n'est pas applicable pour l'adoption d'une décision relative à (i) la nomination ou la révocation du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général ou d'un Directeur Général Délégué, (ii) l'arrêté des comptes ou du rapport de gestion du conseil d'Administration et (iii), le cas échéant, l'établissement des comptes consolidés ou du rapport sur la gestion du groupe.</p>	<p>Tout administrateur peut se faire représenter dans les formes légales par l'un de ses collègues, à l'effet de voter en ses lieu et place à une séance déterminée du Conseil, chaque administrateur ne pouvant disposer au cours d'une même séance que d'une seule procuration.</p> <p>Toutefois, pour la validité des délibérations, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs est requise.</p> <p>Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés : en cas de partage des voix, celle du Président de séance est prépondérante.</p> <p>Il est tenu au siège social un registre de présence qui est signé par tous les administrateurs participant à chaque séance du Conseil d'Administration.</p> <p>Un règlement intérieur éventuellement adopté par le Conseil d'Administration pourra prévoir, notamment, que seront réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence conformes à la réglementation en vigueur. Cette disposition n'est pas applicable pour l'adoption d'une décision relative à (i) la nomination ou la révocation du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général ou d'un Directeur Général Délégué, (ii) l'arrêté des comptes ou du rapport de gestion du conseil d'Administration et (iii), le cas échéant, l'établissement des comptes consolidés ou du rapport sur la gestion du groupe.</p> <p><b><u>Les décisions relevant des attributions propres du Conseil d'administration auxquelles il est fait référence à l'article L. 225-82 alinéa 3 du Code de Commerce peuvent être prises par voie de consultation écrite.</u></b></p>
<p><b><u>ARTICLE 20 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS :</u></b></p> <p>Les administrateurs peuvent recevoir en rémunération de leur activité une somme fixe annuelle à titre de <b>jetons de présence</b> dont le montant, déterminé par l'Assemblée Générale, demeure maintenu jusqu'à décision contraire.</p> <p>Le Conseil répartit librement entre ses membres le</p>	<p><b><u>ARTICLE 20 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS :</u></b></p> <p>Les administrateurs peuvent recevoir en rémunération de leur activité une somme fixe annuelle à titre de <b>rémunération</b> dont le montant, déterminé par l'Assemblée Générale, demeure maintenu jusqu'à décision contraire.</p> <p>Le Conseil répartit librement entre ses membres le</p>

<p>montant des <b>jetons de présence</b> et peut notamment allouer une part supérieure aux administrateurs membres des comités visés à l'article précédent.</p> <p>Réserve faite du salaire rémunérant un contrat de travail, dans les cas où un tel contrat est légalement possible, les administrateurs ne peuvent recevoir aucune rémunération, permanente ou non, autres que celles autorisées par la loi.</p>	<p>montant <b>de leur rémunération</b> et peut notamment allouer une part supérieure aux administrateurs membres des comités visés à l'article précédent.</p> <p>Réserve faite du salaire rémunérant un contrat de travail, dans les cas où un tel contrat est légalement possible, les administrateurs ne peuvent recevoir aucune rémunération, permanente ou non, autres que celles autorisées par la loi.</p>
<p><u>ARTICLE 23 - NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES :</u></p> <p>L'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs commissaires aux comptes remplissant les conditions déterminées par la loi ainsi qu'un ou plusieurs suppléants.</p> <p>Les commissaires titulaires sont nommés pour six exercices, les fonctions du Commissaire aux Comptes suppléant appelé à remplacer le titulaire prennent fin à la date d'expiration du mandat confié à ce dernier, sauf si l'empêchement n'a qu'un caractère temporaire.</p> <p>Les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.</p> <p>Le commissaire nommé par l'Assemblée en remplacement d'un autre, ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.</p>	<p><u>ARTICLE 23 - NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES :</u></p> <p>L'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs commissaires aux comptes remplissant les conditions déterminées par la loi. <del>ainsi qu'un ou plusieurs suppléants.</del></p> <p>Les commissaires <b>aux comptes titulaires</b> sont nommés pour six exercices. <del>les fonctions du Commissaire aux Comptes suppléant appelé à remplacer le titulaire prennent fin à la date d'expiration du mandat confié à ce dernier, sauf si l'empêchement n'a qu'un caractère temporaire.</del></p> <p>Les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.</p> <p>Le commissaire nommé par l'Assemblée en remplacement d'un autre, ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.</p>
<p><u>ARTICLE 33 - VOTE :</u></p> <p>Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix. L'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014, en application de l'article <b>L.225-123</b> du Code de Commerce, a décidé qu'aucune action ne peut se voir conférer un droit de vote double.</p>	<p><u>ARTICLE 33 - VOTE :</u></p> <p>Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix. L'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2014, en application de l'article <b>L. 22-10-46</b> du Code de Commerce, a décidé qu'aucune action ne peut se voir conférer un droit de vote double.</p>
<p><u>ARTICLE 39 - COMPETENCE :</u></p> <p>L'Assemblée Générale annuelle délibère et statue sur toutes les questions relatives aux comptes de l'exercice écoulé.</p> <p>A cet effet, elle entend le rapport du Conseil d'Administration sur l'activité de la Société et le</p>	<p><u>ARTICLE 39 - COMPETENCE :</u></p> <p>L'Assemblée Générale annuelle délibère et statue sur toutes les questions relatives aux comptes de l'exercice écoulé.</p> <p>A cet effet, elle entend le rapport du Conseil d'Administration sur l'activité de la Société et le</p>

<p>cas échéant de ses filiales au cours du dernier exercice écoulé. A ce rapport est joint un tableau conforme aux prescriptions légales faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.</p> <p>Elle entend également le rapport du ou des commissaires aux comptes et prend connaissance des comptes annuels qui lui sont présentés par le Conseil d'Administration.</p> <p>Elle discute, approuve, redresse ou rejette les comptes et fixe les dividendes à répartir ainsi que les reports à nouveau.</p> <p>Elle décide la constitution de tous fonds de réserve et fixe les prélèvements à en extraire. Elle détermine le montant <b>des jetons de présence alloués</b> au Conseil d'Administration.</p> <p>Elle statue sur le rapport spécial des commissaires aux comptes relatif aux conventions soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.</p> <p>La même Assemblée Ordinaire annuelle ou toute Assemblée Ordinaire réunie extraordinairement nomme les administrateurs et les commissaires aux comptes.</p> <p>Elle autorise les émissions d'obligations autres que celles convertibles en actions ou échangeables contre des actions, ou avec bons de souscription d'actions.</p> <p>Et, plus généralement, elle délibère sur toutes autres propositions portées à l'ordre du jour, qui ne sont pas de la compétence exclusive de l'Assemblée Générale Extraordinaire.</p>	<p>cas échéant de ses filiales au cours du dernier exercice écoulé. A ce rapport est joint un tableau conforme aux prescriptions légales faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.</p> <p>Elle entend également le rapport du ou des commissaires aux comptes et prend connaissance des comptes annuels qui lui sont présentés par le Conseil d'Administration.</p> <p>Elle discute, approuve, redresse ou rejette les comptes et fixe les dividendes à répartir ainsi que les reports à nouveau.</p> <p>Elle décide la constitution de tous fonds de réserve et fixe les prélèvements à en extraire. Elle détermine le montant de <b><u>la rémunération allouée</u></b> au Conseil d'Administration.</p> <p>Elle statue sur le rapport spécial des commissaires aux comptes relatif aux conventions soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.</p> <p>La même Assemblée Ordinaire annuelle ou toute Assemblée Ordinaire réunie extraordinairement nomme les administrateurs et les commissaires aux comptes.</p> <p>Elle autorise les émissions d'obligations autres que celles convertibles en actions ou échangeables contre des actions, ou avec bons de souscription d'actions.</p> <p>Et, plus généralement, elle délibère sur toutes autres propositions portées à l'ordre du jour, qui ne sont pas de la compétence exclusive de l'Assemblée Générale Extraordinaire.</p>
---	--

## RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

NATURE DES INFORMATIONS	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2019	Exercice 2020	Exercice 2021
<b>I - Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social	15 078 462	15 078 462	15 078 462	15 078 462	15 078 462
Nombre des actions émises	9 138 462	9 138 462	9 138 462	9 138 462	9 138 462
Chiffre d'affaires H.T.	0	0	0	0	0
Résultat avant impôts, amortissements et provisions	(103 465)	(103 465)	(85 782)	(87 636)	(90 874)
Impôt sur les bénéfices	0	0	0	0	0
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultat après impôts, dotations aux amortissements et provisions	(103 465)	(99 548)	(85 782)	(87 636)	(90 874)
Résultat distribué	0	0	0	0	0
<b>II - Résultats par action</b>					
Résultats après impôts, avant dotations aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0
Résultat après impôts, dotations aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0
Dividende attribué à chaque action	0	0	0	0	0
<b>III - Personnel</b>					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	0	0	0	0	0
Montant de la masse salariale de l'exercice	0	0	0	0	0
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales)	0	0	0	0	0

## COMMENT PARTICIPER A L'ASSEMBLEE GENERALE ?

### **1/ En assistant personnellement à l'assemblée**

Afin de faciliter les formalités de contrôle d'admission à l'Assemblée Générale, il est recommandé de demander préalablement l'établissement d'une carte d'admission.

- **Si vous détenez des actions nominatives** : il vous suffit de transmettre, à **CACEIS Corporate Trust – Service Assemblées Générales – Immeuble FLORES – 1er étage, 12 Place des Etats Unis, CS 40083, 92549 Montrouge Cedex**, le pouvoir joint après avoir coché la case « **Je désire participer à cette Assemblée** » la case A, daté et signé et en l'insérant dans l'enveloppe préaffranchie jointe à la convocation.
- **Si vous détenez des actions au porteur** : votre demande de carte est à effectuer auprès de l'intermédiaire financier qui assure la gestion de vos titres en compte, en même temps que la demande d'attestation de participation pour vos titres.

### **2/ En donnant pouvoir au Président de l'Assemblée Générale**

Veillez compléter le formulaire en cochant la case « **Je donne pouvoir au Président de l'Assemblée Générale** » puis datez et signez au bas du formulaire.

### **3/ En donnant pouvoir à une personne dénommée**

Veillez compléter le formulaire en cochant la case précédant « **Je donne pouvoir à** » et indiquer le nom et prénom et adresse du mandataire qui vous représentera, puis datez et signez au bas du formulaire.

### **4/ En votant par correspondance**

Veillez compléter le formulaire en cochant la case précédant « **Je vote par correspondance** » et :

- Si vous voulez voter « **pour** » sur une ou plusieurs résolutions présentées à l'Assemblée par le Conseil d'administration, vous devez ne rien noircir, datez et signez le formulaire dans le cadre prévu en bas à cet effet.
- Si vous voulez voter « **contre** » ou vous « **abstenir** » sur une ou plusieurs de ces résolutions, vous devez noircir les cases correspondantes, puis datez et signez dans le cadre prévu en bas à cet effet.
- Si vous voulez voter sur les projets éventuels de résolutions non agréés par le Conseil d'administration, vous devez, en outre, noircir les cases correspondant à votre choix.
- Par ailleurs et dans l'hypothèse où des amendements ou résolutions nouvelles seraient présentés en séance, vous devez cocher les cases correspondantes à votre choix « **Je donne pouvoir au Président de l'Assemblée Générale** », « **Je m'abstiens** », « **Je donne procuration à** ». Dans le cas où vous ne cocherez rien, votre choix sera un vote « contre ».

Les formulaires de vote par correspondance des propriétaires d'actions au porteur doivent être accompagnés d'une attestation de participation établie par l'intermédiaire auprès duquel les actions sont inscrites en compte.

Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention ne sont pas considérés comme des votes exprimés (article L. 225-107 du Code de commerce).

Dans tous les cas, retourner le plus tôt possible et au plus tard trois jours calendaires avant la tenue de l'Assemblée Générale, soit le 5 juin 2022 au plus tard, les documents dûment remplis selon les modalités suivantes :

**Si vous détenez des actions nominatives**, vous les adressez à **CACEIS Corporate Trust – Service Assemblées Générales – Immeuble FLORES – 1er étage, 12 Place des Etats Unis, CS 40083, 92549 Montrouge Cedex.**

**Si vous détenez des actions au porteur**, vous les adressez à l'intermédiaire financier qui assure la gestion de vos titres en compte, en même temps que la demande d'attestation de participation pour vos titres.

#### **VOUS SOUHAITEZ POSER UNE QUESTION ÉCRITE AVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

En application des articles L. 225-108 et R. 225-84 du Code de commerce, les questions doivent être envoyées au Président du Conseil d'administration par lettre recommandée avec accusé de réception au siège social de la Société, Société de Tayninh, département Relations Investisseurs, 7 place du Chancelier Adenauer, 75016 Paris, ou à l'adresse électronique [tayninh@urw.com](mailto:tayninh@urw.com)

Pour les détenteurs d'actions au porteur, les questions doivent impérativement être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte d'actionnaire.

Les questions doivent être adressées à la Société avant le 2 juin 2022 à minuit, heure de Paris. Les réponses aux questions écrites seront publiées directement sur [www.tayninh.com](http://www.tayninh.com)

### Participer à l'Assemblée

- Cocher la case correspondante

### Voter par correspondance

- Noircir la case
- Pour les projets proposés ou agréés : noircir les cases qui ne recueillent pas votre adhésion
- Pour les projets non agréés : noircir les cases qui correspondent à votre choix
- Pour les amendements ou résolutions nouvelles : noircir la case qui correspond à votre choix, à défaut le choix sera Non

Donner pouvoir au président  
➤ Noircir la case

**Important : Avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso - Important : Before selecting please refer to instructions on reverse side**  
**Quelle que soit l'option choisie, noircir comme ceci ■ la ou les cases correspondantes, dater et signer au bas du formulaire - Whichever option is used, shade box(es) like this ■, date and sign at the bottom of the form**

**JE DÉSIRE ASSISTER À CETTE ASSEMBLÉE** et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire // **I WISH TO ATTEND THE SHAREHOLDER'S MEETING** and request an admission card: date and sign at the bottom of the form

**CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ - FOR COMPANY'S USE ONLY**

Identifiant - Account

Nombre d'actions / Number of shares

Nominatif Registered

Porteur Bearer

Vote simple / Single vote

Vote double / Double vote

Nombre de voix - Number of voting rights

**JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST**  
 Cf. au verso (2) - See reverse (2)

Je vote **OUI** à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en noircissant comme ceci ■ l'une des cases "Non" ou "Abstention". // I vote **YES** all the draft resolutions approved by the Board of Directors, EXCEPT those indicated by a shaded box, like this ■, one of the boxes "No" or "Abs".

Sur les projets de résolutions non agréés, je vote en noircissant la case correspondant à mon choix. On the draft resolutions not approved, I cast my vote by shading the box of my choice.

**DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**  
 Cf. au verso (3)

**I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING**  
 See reverse (3)

**JE DONNE POUVOIR À :** Cf. au verso (4) pour me représenter à l'Assemblée  
**I HEREBY APPOINT:** See reverse (4) to represent me at the above mentioned Meeting

M. Mme ou Mlle, Raison Sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name

Adresse / Address

	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>A</b>	<b>B</b>
Non / No	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>									
Abs.	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>									
	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>15</b>	<b>16</b>	<b>17</b>	<b>18</b>	<b>19</b>	<b>20</b>	<b>C</b>	<b>D</b>
Non / No	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>									
Abs.	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>									
	<b>21</b>	<b>22</b>	<b>23</b>	<b>24</b>	<b>25</b>	<b>26</b>	<b>27</b>	<b>28</b>	<b>29</b>	<b>30</b>	<b>E</b>	<b>F</b>
Non / No	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>									
Abs.	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>									
	<b>31</b>	<b>32</b>	<b>33</b>	<b>34</b>	<b>35</b>	<b>36</b>	<b>37</b>	<b>38</b>	<b>39</b>	<b>40</b>	<b>G</b>	<b>H</b>
Non / No	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>									
Abs.	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>									
	<b>41</b>	<b>42</b>	<b>43</b>	<b>44</b>	<b>45</b>	<b>46</b>	<b>47</b>	<b>48</b>	<b>49</b>	<b>50</b>	<b>J</b>	<b>K</b>
Non / No	<input type="checkbox"/>	Oui / Yes	<input type="checkbox"/>									
Abs.	<input type="checkbox"/>	Non / No	<input type="checkbox"/>									
											Abs.	<input type="checkbox"/>

**ATTENTION :** Pour les titres au porteur, les présentes instructions doivent être transmises à votre banque.  
**CAUTION:** If it is about bearer securities, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank.

Nom, prénom, adresse de l'actionnaire (les modifications de ces informations doivent être adressées à l'établissement concerné et ne peuvent être effectuées à l'aide de ce formulaire). Cf au verso (1)  
 Surname, first name, address of the shareholder (Change regarding this information have to be notified to relevant institution, no change can be made using this proxy form). See reverse (1)

Si des amendements ou des résolutions nouvelles sont présentés en assemblée, je vote **NON** sauf si je signale un autre choix en noircissant la case correspondante :  
 In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting, I vote **NO** unless I indicate another choice by shading the corresponding box:

- Je donne pouvoir au Président de l'Assemblée Générale. // I appoint the Chairman of the general meeting:

- Je m'abstiens. // I abstain from voting:

- Je donne procuration [cf. au verso renvoi (4)] à M., Mme ou Mlle, Raison Sociale pour voter en mon nom. // I appoint [see reverse (4)] M., Mrs or Miss, Corporate to vote on my behalf:

Pour être pris en considération, tout formulaire doit parvenir au plus tard :  
 To be considered, this completed form must be returned no later than:

sur 1<sup>ère</sup> convocation / on 1<sup>st</sup> notification

sur 2<sup>ème</sup> convocation / on 2<sup>nd</sup> notification

à la banque / by the bank

à la société / by the company

Date & Signature

- Si le formulaire est renvoyé daté et signé mais qu'aucun choix n'est coché (carte d'admission / vote par correspondance / pouvoir au président / pouvoir à mandataire), cela vaut automatiquement pouvoir au Président de l'Assemblée Générale -  
 If the form is returned dated and signed but no choice is checked (admission card / postal vote / power of attorney to the President / power of attorney to a representative), this automatically applies to the President of the General Meeting

Dans tous les cas  
 ➤ Dater et signer

Donner pouvoir à une personne dénommée  
 ➤ Noircir la case et renseigner le nom et l'adresse du mandataire

## CONDITIONS A REMPLIR POUR PARTICIPER A L'ASSEMBLEE

### **Propriétaire d'actions inscrites au nominatif :**

Vous devez, deux jours ouvrés, soit le 6 juin 2022 à zéro heure, heure de Paris, au moins avant l'Assemblée et jusqu'à l'issue de celle-ci, être inscrits en compte auprès du **Service Titres de CACEIS** (pour les nominatifs purs) ou auprès de votre intermédiaire financier (pour les nominatifs administrés).

Par ailleurs, si vous souhaitez assister personnellement à l'Assemblée, donner pouvoir au Président ou à un tiers, ou voter par correspondance, et au plus tard trois jours au moins avant l'Assemblée, soit le 5 juin 2022, vous devez transmettre à **CACEIS Corporate Trust – Service Assemblées Générales – Immeuble FLORES – 1er étage, 12 Place des Etats Unis, CS 40083, 92549 Montrouge Cedex**, le pouvoir dûment complété ou le vote par correspondance, en l'insérant dans l'enveloppe pré-affranchie qui est jointe à la convocation.

### **Propriétaire d'actions au porteur :**

Vous devez, impérativement et au plus tard trois jours ouvrés au moins avant l'Assemblée, soit le 5 juin 2022, donner vos instructions à votre intermédiaire financier, qui les adressera à **CACEIS**, accompagnées d'une attestation de participation justifiant votre qualité d'actionnaire.

La position de votre compte titres Société de Tayninh sera, en tout état de cause, confirmé à **CACEIS**, deux jours ouvrés avant l'Assemblée, soit le 6 juin 2022 à zéro heure, heure de Paris.

*Précision : si vous cédez vos titres postérieurement à la transmission de vos instructions (et ce jusqu'à deux jours ouvrés avant l'Assemblée, soit le 6 juin 2022) votre intermédiaire signalera cette cession à CACEIS Corporate Trust qui annulera vos instructions (vote, demande de carte, pouvoir) sans intervention de votre part.*

### **Si vous souhaitez des indications complémentaires, vous pouvez contacter :**

**CACEIS Corporate Trust**  
Service Assemblées Générales  
12 place des Etats-Unis  
CS 40083  
92549 Montrouge Cedex  
Téléphone : +33 (0)1 57 78 32 32  
[ct-assemblees@caceis.com](mailto:ct-assemblees@caceis.com)

**Société de Tayninh**  
Département Relations Investisseurs  
7, place du Chancelier Adenauer - 75016 PARIS  
Téléphone : +33 (0)1 53 43 73 13  
[www.tayninh.fr](http://www.tayninh.fr)  
[tayninh@urw.com](mailto:tayninh@urw.com)

**Demande d'envoi de documents et renseignements concernant  
l'Assemblée Générale Mixte du 8 juin 2022**

Je soussigné(e),

Nom.....

Prénom(s) .....

Adresse.....

Demande l'envoi des documents et renseignements concernant l'Assemblée Générale du 8 juin 2022,  
tels qu'ils sont visés par l'article R. 225-83 du Code de commerce.

A....., le .....

Nota : les actionnaires titulaires de titres nominatifs peuvent, par une demande unique, obtenir de la Société des documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce à l'occasion de chacune des Assemblées Générales d'Actionnaires.